

Madame la Directrice Académique,

Le travaux en sciences sociales dressent un constat implacable : en plus d'être un pays scolairement ségrégué, la France est le pays de l'OCDE qui peine le plus à faire réussir les enfants des milieux défavorisés tandis qu'elle excelle à emmener très loin les enfants des milieux favorisés.

Dans notre département, les personnels mesurent au quotidien cette violence institutionnelle qui résulte d'un manque de moyen criant à tous les niveaux.

Comment ne pas être en colère lorsque nous apprenons la fermeture de 22 postes dans le département alors que les classes sont trop chargées et que nous ne sommes quasiment jamais remplacé-es lorsque nous sommes en arrêt de travail ?

Comment ne pas être en colère lorsque nous nous battons au quotidien pour obtenir des moyens supplémentaires sans jamais être entendu-es par une administration davantage soucieuse de rassurer les familles en utilisant des éléments langages qui travestissent la réalité plutôt que d'améliorer les conditions de travail des personnels ?

Comment ne pas être en colère lorsque nous pensons à l'école Nelson Mandela de Saint-Herblain qui possède un des indices de position sociale le plus faible du département mais qui se voit refuser de manière inexplicable des moyens équivalents aux écoles du réseau d'éducation prioritaire ?

Comment enfin faire confiance à une administration qui ne respecte même pas le cadre légal dans la tenue des instances ? Ce fut encore le cas cette semaine lorsque nous avons reçu les documents de travail le vendredi, nous contraignant à travailler le week-end.

Ces dysfonctionnements sont légions et participent largement à la dégradation du service public d'éducation. Nous estimons qu'il est urgent de sortir de ce modèle d'école qui fonctionne sur le modèle du marché, sur la base de la sélection et de la concurrence entre enfants. Dans ce contexte la logique du « travailler plus pour gagner plus » est tout sauf une réponse adaptée aux besoins des personnels travaillant dans les écoles. Comment demander aux collègues qui croulent déjà sous les tâches pédagogiques et administratives d'accepter des missions supplémentaires ?

Pour nous aider à améliorer la situation, nous avons besoin de professionnels supplémentaires.

Nous avons besoin d'AESH convenablement payé-es et disposant d'un statut de la fonction publique pour accompagner les élèves en situation de handicap.

Nous avons besoin d'enseignant-es du RASED pour aider les élèves qui rencontrent de grandes difficultés pédagogiques et/ou relationnelles.

Nous avons besoin de psychologues, d'infirmiers et infirmières, de médecins scolaires pour apporter leur expertise et rencontrer les élèves qui en ont besoin.

Nous avons enfin besoin d'enseignant-es supplémentaires : pour avoir la possibilité de travailler en petits groupes mais aussi pour remplacer les enseignant-es absent-es.

En un mot , nous avons besoin d'un investissement massif dans l'Education nationale afin de doter les Écoles de moyens humains et financiers leur permettant d'améliorer les conditions de travail et ainsi la prise en charge des élèves. Et ces moyens ne peuvent et ne doivent être soumis à de quelconques contre-parties.

